

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 2 (2024)

Faits saillants

- ❖ Indonésie : 3,7% d'inflation en 2023
- ❖ Philippines : inflation de 6,0% en 2023
- ❖ Cambodge : baisse du déficit commercial à 1,5 Md USD en 2023

LE CHIFFRE À RETENIR

31,2%

L'inflation moyenne au Laos en 2023, qui peine à refluer compte-tenu notamment de la faiblesse du kip

Région

Révision à la baisse des prévisions de croissance de la Banque mondiale pour l'Asie du Sud-Est

Selon le dernier rapport de la Banque mondiale sur les perspectives économiques mondiales, l'économie mondiale devrait enregistrer en 2024 sa plus faible croissance en 30 ans, à 2,4%. Les perspectives pour l'Asie du Sud-Est (hors Singapour et Brunei) sont plus favorables à 4,3% (moyenne des prévisions par pays calculée par le SER), malgré une révision à la baisse de 0,2 pdb par rapport aux précédentes estimations de juin 2023. La moyenne des prévisions de croissance de la région en 2023 a également été révisée à la baisse (-0,5 pdb) à 3,8%, en dépit d'une demande intérieure solide qui devrait se maintenir en 2024. En 2023, les économies de la région ont vu les effets de la réouverture de la Chine sur les économies de la région s'atténuer rapidement, freinés notamment par la faiblesse persistante du secteur immobilier. Le contexte géopolitique mondial, avec le ralentissement des échanges commerciaux, demeure le principal risque à moyen-long terme pour la région.

Prévisions pour l'Asie du Sud-Est
(Croissance du PIB réel aux prix du marché en pourcentage)

	2021	2022	2023e	2024f	2025f
Cambodge	3	5,2	5,4	5,8	6,1
Indonésie	3,7	5,3	5	4,9	4,9
Laos	2,5	2,7	3,7	4,1	4,3
Malaisie	3,3	8,7	3,9	4,3	4,2
Birmanie	-12	4	1	2	..
Philippines	5,7	7,6	5,6	5,8	5,8
Thaïlande	1,5	2,6	2,5	3,2	3,1
Timor-Leste	2,9	3,9	2,4	3,5	4,3
Vietnam	2,6	8	4,7	5,5	6
Asie du Sud-Est	1,5	5,3	3,8	4,3	4,8

Différences en points de pourcentage par rapport aux projections de juin 2023

	2023e	2024f	2025f
	-0,1	-0,3	-0,2
	0,1	0	-0,1
	-0,2	-0,1	-0,1
	-0,4	0,1	0

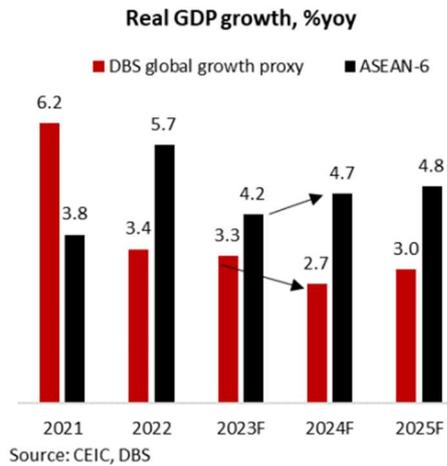
	-0,4	-0,1	-0,1
	-1,4	-0,4	-0,3
	-0,6	0,3	1,1
	-1,3	-0,7	-0,5
	-0,5	-0,2	0,0

Source: World Bank.

Optimisme mesuré des banques au regard des perspectives de croissance de la région

Côté secteur privé, les chiffres prévisionnels pour la croissance de l'ASEAN-6 (ID, SG, MY, PH, TH, VN) rejoignent les estimations de la Banque mondiale. Les économistes de Natixis tablent sur une croissance de l'ASEAN-6 de 4,5% en 2024 (contre 3,8% en 2023), Singapour et le Vietnam enregistrant les plus forts rebonds. DBS anticipe une croissance de 4,7%, un rebond jugé modeste et reposant majoritairement sur les

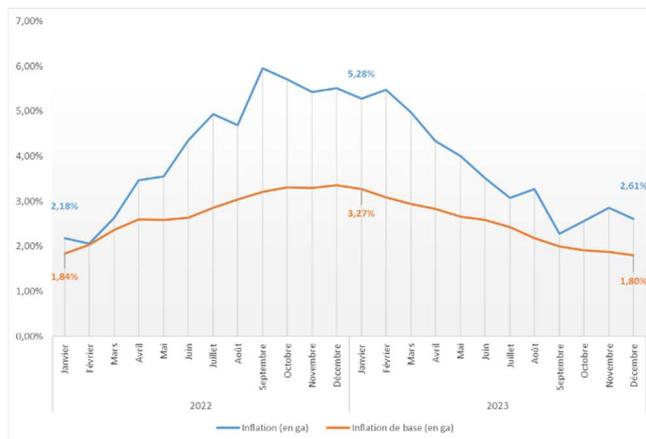
économies orientées vers le commerce et la reprise du cycle de l'électronique et du secteur du tourisme. Les deux banques soulèvent néanmoins des défis tels que le ralentissement des importations de la Chine et les taux plus élevés du dollar qui affectent la Malaisie, le Vietnam et Singapour (selon Natixis), ainsi que le redémarrage économique encore trop lent de la Chine, et le contexte économique mondial très incertain (DBS). DBS estime également que l'inflation devrait rester dans les fourchettes cibles. Natixis table sur une réduction des taux directeurs de la Fed à partir de mai 2024, qui bénéficiera aux économies de la région.



Indonésie

Inflation moyenne de 3,7% sur 2023

L'inflation en décembre a ralenti en Indonésie à 2,6% en g.a., contre 2,9% le mois précédent, portant l'inflation moyenne sur 2023 à 3,7% contre 4,2% en 2022. Pour 2024, la banque centrale anticipe qu'elle restera dans la fourchette cible de



2,5% ±1%, diminuée de 0,5 point de pourcentage par rapport à 2023 (2%-4%). L'inflation de base, qui exclut les prix administrés (1,7% en g.a.) et les prix de certains produits alimentaires (6,7% en g.a.), a décéléré à 1,8% en g.a. (contre 1,9% en g.a.) en décembre 2023, portant la moyenne annuelle à 2,5% contre 2,8% en 2022. Dans ce contexte, Bank Indonesia devrait maintenir son taux directeur à 6,0%. Ce dernier avait été relevé en octobre dernier de 25 pnb, huit mois après la dernière hausse (février 2023), pour soutenir la stabilité de la roupie, qui s'est appréciée de +0,4% depuis décembre 2022 (en date du 20/12/2023). Cependant, il existe des risques potentiels de hausse des prix : notamment l'impact du changement climatique et du phénomène El Niño, ainsi que les restrictions à l'exportation imposées par plusieurs exportateurs de denrées alimentaires, notamment l'Inde, la Thaïlande et le Vietnam. Le gouvernement a décidé de prolonger l'aide directe en espèces liée à El Niño jusqu'en juin 2024, avec un budget annoncé de 7 520 Mds IDR soit 480 M USD.

Réserves de change à 146,4 Mds USD fin 2023

En décembre 2023, les réserves de change de l'Indonésie ont progressé de 8,3 Mds USD, atteignant leur niveau le plus haut sur l'ensemble de l'année passée, à 146,4 Mds USD. Cette progression sur un mois est la plus importante enregistrée au cours des dix dernières années et permet au pays d'enregistrer une position des réserves de change bien au-dessus de la norme internationale d'adéquation de trois mois d'importations (6,7 mois d'importations) et du niveau de fin d'année 2022 (130,2 Mds USD).

Malaisie

Un pas vers la création d'une zone économique spéciale Johor-Singapour

Dans la suite à la retraite des dirigeants en octobre 2023, la Malaisie et Singapour ont signé le 11 janvier un protocole d'accord pour travailler à la création d'une zone économique spéciale Johor-Singapour (JS-SEZ). Dans ce cadre, les deux pays s'efforceront d'améliorer les flux transfrontaliers de marchandises et de personnes et de renforcer l'écosystème d'affaires pour soutenir les investissements. D'autres initiatives seront par ailleurs explorées, notamment pour faciliter la coopération en matière d'énergies renouvelables dans la JS-SEZ.

Des résultats mitigés pour l'huile de palme en 2023

La Malaisie termine l'année avec des stocks d'huile de palme brute (2,3 Mt) en hausse de 4,3% par rapport à fin 2022, principalement en raison de la baisse des exportations (-3,9% en volume). La production n'a augmenté que de 0,5% en 2023, à 18,6 Mt, avec un recul de 3,3% en Malaisie péninsulaire. Elle a progressé de 5,2% dans le Sabah et le Sarawak, qui contribuent pour 47% du total.

Amélioration de l'emploi en novembre 2023

Le taux de chômage se réduit à 3,3% en novembre, après avoir stagné à 3,4% au cours des cinq mois précédents, et retrouve son niveau de 2019, avant la pandémie. Le nombre d'emplois augmente de 2,0% sur un an et le taux de participation au marché du travail reste stable à 70,1%. Pour les jeunes, le taux de chômage s'établit à 10,6% (-0,1 pt par rapport au mois précédent). Selon la banque malaisienne d'investissement MIDF, le taux de chômage se maintiendra à 3,4% en 2024 avec un renforcement du marché du travail soutenu par une dynamique encourageante de l'économie domestique et une reprise du commerce extérieur.

Singapour

Adoption d'une nouvelle loi en matière de contrôle des investissements dans les secteurs stratégiques

Le Parlement singapourien a adopté récemment le projet de loi sur l'examen des investissements importants (Significant Investments Review Bill), qui confère au ministre du Commerce et de l'Industrie des « pouvoirs étendus » pour superviser ou bloquer les acquisitions d'entreprises qui pourraient constituer une menace pour la sécurité nationale. Selon le ministre du Commerce, cette mesure réglementaire s'aligne sur les tendances mondiales, compte tenu de l'existence de mesures similaires dans plus de 37 pays. Le champ des

« entités désignées » spécifiquement soumises à cette surveillance sera précisé ultérieurement et devrait cibler notamment les télécommunications, les banques et les services d'utilité publique. La loi exige que les acheteurs potentiels notifient le gouvernement lorsqu'ils acquièrent des parts importantes et que les changements majeurs dans l'actionnariat soient soumis à approbation.

Plusieurs MoU signés entre des entreprises singapouriennes et l'État indien du Tamil Nadu

Plusieurs entreprises singapouriennes ont signé des protocoles d'accord avec l'État indien du Tamil Nadu pour une valeur de 5 Mds SGD (3,8 Mds USD), lors de la réunion des investisseurs mondiaux du Tamil Nadu à Chennai. Ces investissements, qui seront réalisés sur plusieurs années, se concentrent sur des secteurs à forte croissance tels que le développement durable, les infrastructures, la technologie et le développement des compétences. Le Tamil Nadu, l'un des principaux contributeurs au PIB de l'Inde, partage un lien culturel historique étroit avec Singapour, ce qui a suscité un vif intérêt de la part des entreprises singapouriennes. Parmi les principaux investissements figurent les 500 M SGD (376 M USD) de l'entreprise singapourienne CapitaLand à Chennai et le partenariat de Lionsbot avec les universités du Tamil Nadu pour le développement de talents dans le domaine de la robotique. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de l'objectif du Tamil Nadu de devenir une économie de 1 000 Mds USD d'ici 2030.

Création d'un nouveau centre dédié à l'innovation dans l'aviation

L'Autorité de l'aviation civile de Singapour (CAAS) a créé le Centre international pour l'innovation dans l'aviation (ICAI), placé sous la direction de Patrick Ky, ancien directeur de l'Agence européenne pour la sécurité de l'aviation civile. Le centre a pour mission de traiter des problématiques liées aux contraintes de l'espace aérien et de la main-d'œuvre et de réduire les émissions de carbone dans le secteur de l'aviation. Il prévoit de se concentrer sur la navigation aérienne de nouvelle génération, les aéroports automatisés et intelligents, les systèmes d'aviation sans pilote et l'aviation durable. Financé à hauteur de 140 M SGD (soit 105 M USD) par la Fondation nationale pour la recherche de Singapour (NRF), le centre cherche à développer des solutions pratiques pour répondre à la demande croissante de transport aérien dans la région Asie-Pacifique.

Foodtech : ouverture au Vietnam de la plus grande usine de production d'insectes d'Asie par le groupe Entobel

Entobel, une société de biotechnologies basée à Singapour, a inauguré à Vung Tau, au Vietnam, une usine de production de larves de mouche soldat noire (BSF). Selon un rapport de Cision PR News Wire, il s'agit de la plus grande usine de production d'insectes d'Asie. Cette installation devrait produire jusqu'à 10 000 t/an de protéines d'insectes. Les produits d'Entobel, notamment les protéines dérivées des insectes, l'huile et l'amendement organique des sols, sont principalement utilisés dans les secteurs de l'aquaculture et de l'agriculture.

Vietnam

Perspectives de redressement du marché immobilier en 2024

Après une année 2023 difficile, la situation du marché immobilier devrait s'améliorer notamment à partir du troisième trimestre 2024 selon des experts. Premièrement, l'économie devrait se redresser en 2024, avec une estimation de croissance de 6 à 6,5% et une baisse attendue des taux d'intérêt. Deuxièmement, l'entrée en vigueur de lois révisées sur le commerce immobilier et sur les logements ainsi que l'adoption de la loi foncière révisée et de la loi révisée sur les établissements de crédit, prévue pour 2024, auront des impacts positifs sur ce marché. Troisièmement, un meilleur accès au crédit pourrait être attendu en 2024. La Banque d'Etat vise une croissance du crédit d'environ 15% en 2024 et envisage également la révision de textes réglementaires.

Amélioration du marché obligataire en 2023 mais des défis attendus pour 2024

Vers le deuxième semestre de 2023, le marché obligataire a connu une amélioration significative, avec un nombre d'émissions 6 fois supérieur à celui du premier semestre. Selon la Vietnam Bond Market Association (VBMA), en 2023, 315 émissions ont été réalisées, pour une valeur totale d'environ 13 Mds USD. Ces obligations ont été émises principalement de manière privée (88% des émissions) par des banques (56,5% de la valeur totale) et des entreprises immobilières (23,5%). Les institutions financières demeurent les émetteurs et acheteurs principaux, seuls 6,8% des obligations ont été achetées par les investisseurs individuels. Les politiques, notamment le Décret 08/2023 sur les obligations d'entreprises, ont favorisé la reprise de ce marché en autorisant le réaménagement des obligations. Cependant, en 2024, le marché est confronté à des défis majeurs, avec environ 15,5 Mds USD d'obligations arrivant à échéance alors qu'environ 103 entreprises affichent des retards de paiement, représentant près de 19% de la dette totale et dont 70% appartient aux sociétés immobilières. Le gouvernement a demandé un rapport sur la possible prolongation du Décret 08 et souligné la nécessité de diversifier les produits pour cibler les investisseurs professionnels et institutionnels, renforçant ainsi la confiance des investisseurs et assurant la stabilité du marché financier.

Bilan 2023 de PetroVietnam et perspectives pour 2024 : accélération des projets, sécurité énergétique et transition durable

Le 8 janvier, le Premier ministre a participé à une conférence récapitulant le travail accompli en 2023 et les perspectives 2024 de l'entreprise d'Etat, PetroVietnam (PVN). Il a également nommé Le Manh Hung, directeur général de PVN, au poste de Président du Conseil d'administration du groupe, succédant à Hoang Quoc Vuong, récemment placé en détention pour des faits qui se sont produits lorsque l'intéressé était vice-ministre de l'Industrie et du Commerce. En 2023, PVN a dépassé ses objectifs de production de pétrole en enregistrant une production de pétrole de plus de 7 Mt à la raffinerie de Dung Quat (principale société dans l'industrie nationale du raffinage et de pétrole, dont la capacité de production répond à plus de 30% de la demande nationale), alors que la capacité de cette dernière est théoriquement de 6,5 Mt/an. Le groupe a

réalisé un bénéfice consolidé avant impôt de 2,3 Mds USD. Pour 2024, le Premier ministre a demandé au groupe de garantir la progression et l'efficacité des projets clés dans le secteur de l'énergie, en particulier la chaîne de projets gaziers et électriques du bloc B - O Mon, le projet des centrales Nhon Trach 3 et 4, la modernisation et l'expansion de la raffinerie de pétrole de Dung Quat, ainsi que de la centrale électrique et de gaz d'engrais de Ca Mau. Pour rappel, plus d'1,2 Md USD devront être alloués à la modernisation et à l'expansion de la raffinerie de Dung Quat. Lors des épisodes de pénurie en fin d'année 2022, cette raffinerie avait dû augmenter ses capacités de production à plusieurs reprises afin de contribuer à réduire la pression sur l'approvisionnement national en essence et en diesel. En mai 2023 par ailleurs, la raffinerie de Nghi Son a connu des difficultés financières et menaçait de fermer, ce qui aurait entraîné de fortes pénuries dans le pays.

Les enquêtes se poursuivent dans le secteur des énergies renouvelables

Faisant suite aux enquêtes diligentées dans le secteur de l'électricité, la Commission d'inspection du Comité central du Parti ayant identifié de nombreuses irrégularités (18 au 20 décembre) dans la surveillance de l'approvisionnement en carburant et des projets d'énergie solaire et éolienne. Fin décembre une inspection du gouvernement a notamment transmis au ministère de la Sécurité publique des dossiers concernant quatre projets énergétiques dans la province de Ninh Thuan pour enquête. Sont également visées les deux fermes solaires flottantes dans la province de Bà Rịa - Vũng Tàu, qui fonctionnent actuellement sans licence, entre autres violations présumées. Une centrale éolienne située dans la province de Quảng Trị a également été critiquée par les médias nationaux, car 21 des 30 turbines du projet ne sont pas situées au bon endroit, tandis que les habitants des environs affirment que les structures ont nui à leurs cultures (les éoliennes ont été construites avant l'entrée en vigueur de la réglementation sur la distance à respecter avec les résidences). Alors que le pays a connu une ruée vers l'énergie solaire en 2019/2020, stimulée par un régime tarifaire généreux, cet engouement a dépassé à la fois les attentes (10 fois plus de panneaux solaires à grande échelle raccordés au réseau en 2020 que prévu par le PDP7) et les limites physiques du réseau national. Par conséquent, aujourd'hui, les centrales solaires doivent souvent fonctionner en dessous de leur capacité, en particulier dans les provinces ensoleillées de la côte sud-centrale. En outre, une partie de ces installations ont été construites sans fondement juridique, car le ministère de l'Industrie et du Commerce n'avait pas achevé son plan national de développement de l'énergie solaire avant d'approuver 114 projets. Alors que de nombreux investissements étrangers ont été consacrés au développement des EnR, que le Vietnam a pris des engagements carbone ambitieux et que de graves pénuries d'énergie ont touché le nord du pays il y a moins d'un an (qui pourraient se reproduire dans quelques mois), ces enquêtes touchant le secteur de l'énergie et EVN pourraient retarder davantage le lancement et le développement de nouveaux projets.

Thaïlande

La décision du Conseil d'Etat sur le projet de loi sur le financement du portefeuille numérique ne lève pas tous les doutes

Le 8 janvier, le ministre délégué des Finances, Julapun Amornvivat, a annoncé que le Conseil d'État avait approuvé le projet de loi du gouvernement visant à financer sa mesure phare, le portefeuille numérique (versement de 10 000 THB à 50 millions d'individus), au travers d'un nouveau prêt spécial (500 Mds THB, environ 14 Mds USD), précisant que l'adoption du projet de loi pouvait se faire en vertu des articles 53 et 57 de la loi de 2018 sur la discipline fiscale et financière de l'État. Toutefois le Conseil d'État, dont la décision n'est pas publique, a précisé qu'il s'était prononcé uniquement sur les conditions de la légalité d'une telle loi, qui supposait encore de démontrer l'existence d'une urgence économique. Le Premier ministre Srettha a ainsi reconnu que le Conseil d'État recommandait une phase de consultations avec le NESDC, des experts et des membres du comité mis en place par le gouvernement sur le portefeuille numérique. Il s'agit néanmoins d'une étape importante pour les autorités thaïlandaises dont le comité d'orientation sur le portefeuille numérique va se réunir prochainement pour décider de la date de mise en place de la mesure, le Premier ministre ayant confirmé son souhait que celle-ci intervienne en mai. Pour rappel, cette mesure fait l'objet de vives critiques de la part des observateurs économiques qui pointent sa faible efficacité (multiplicateur attendu très inférieur à l'unité), son absence d'effet positif pour la croissance potentielle à moyen terme, et la dégradation des finances publiques et donc des marges de manœuvre pour financer des politiques plus structurelles qu'elle entraînerait.

Le ministère du Commerce vise la signature de trois ALE en 2024

Alors que le nouveau gouvernement a fait du développement des accords commerciaux un axe central de sa politique économique, le ministère du Commerce ambitionne de signer trois accords de libre-échange en 2024 : avec Sri Lanka, l'AELE (Association Européenne de Libre-Echange), ainsi qu'une mise à niveau de l'accord existant entre l'ASEAN, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Avec Sri Lanka, la signature est attendue en ce début d'année lors de la visite officielle du Premier ministre Srettha prévue du 3 au 4 février. L'accord prévoit des droits de douane réduits ou nuls pour l'ensemble des biens listés dans les négociations (1 000 du côté thaïlandais et 8 000 du côté sri-lankais). L'ALE avec l'AELE pourrait quant à lui être signé en juin. Par ailleurs, la nouvelle directrice des négociations commerciales du ministère du Commerce, Chotima laemsawasdiku, a réaffirmé lors d'une récente conférence de presse la priorité des autorités accordée aux négociations en cours avec l'UE, l'objectif étant pour la partie thaïlandaise de conclure un accord en 2025. Le ministère prévoit également d'initier de nouvelles négociations avec la Corée du sud et le Bhoutan.

Philippines

Promulgation du Ease of Doing Taxes Act

Le 5 janvier, le président Marcos Jr a promulgué un amendement au Code des recettes domestiques intitulé « Ease of Doing Taxes Act » qui entrera en vigueur à partir du 20 janvier. Le texte de loi prévoit que les contribuables, qu'ils soient résidents ou non-résidents, puissent déclarer leurs revenus en ligne ou manuellement au Bureau des recettes domestiques (BIR) via tout agent bancaire ou fournisseur de logiciel d'impôt certifié. Le BIR dispose d'un délai de 180 jours pour traiter les demandes de remboursement d'impôts prélevés par erreur. Pour les petites entreprises, le nombre de pages de la déclaration de revenus a été diminué par deux. La loi prévoit également la possibilité de payer les impôts auprès du trésorier municipal et réduit la quantité de documents requis dans le cadre des procédures de déclaration et de paiements. Par ailleurs, le BIR est chargé de préparer une feuille de route sur la numérisation des procédures de mise en conformité fiscale afin de simplifier les procédures administratives qui pèsent sur les entreprises, et notamment les PME.

L'inflation moyenne atteint 6,0% en 2023

Les Philippines enregistrent une inflation de 3,9% en décembre 2023 (en g.a.) soit son niveau le plus bas au cours de l'année 2023 (4,1% en novembre). Cette décélération de l'inflation observée en glissement annuel est principalement attribuable à l'indice des prix sur le logement, l'eau, l'électricité, le gaz et les carburants (1,5% en décembre contre 2,5% en novembre en g.a.), et sur les produits alimentaires et les boissons non-alcoolisées (5,4% contre 5,7% en novembre). Sur l'ensemble de l'année 2023, l'inflation moyenne atteint 6,0% (contre 5,8% en 2022) et s'inscrit donc bien au-dessus de l'intervalle cible fixé par le gouvernement, entre 2 et 4%. Pour les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées, qui représentent 37,8% du panier de consommation, l'inflation moyenne atteint 7,9% en 2023, contre 5,9% en 2022.

Les réserves de change brutes atteignent 102,5 Mds USD à la fin 2023

A la fin du T4-2023, les réserves de change brutes atteignent 102,5 Mds USD, soit une augmentation de 4,4% par rapport au T3 (et +6,5% en glissement annuel). Ces réserves sont équivalentes à 7,7 mois d'importations de biens et services et de revenus primaires. Elles représentent de plus 6 fois la dette externe du pays à court terme.

Cambodge

Commerce en légère baisse mais reprise encourageante des exportations

Après la reprise de sa croissance en 2021 et en 2022, les échanges extérieurs du Cambodge ont légèrement baissé en 2023 (-1,9% à 46,8 Mds USD), selon la douane cambodgienne. Les exportations du pays ont atteint 22,6 Mds USD l'année dernière (+1,8%) et les importations 24,2 Mds USD (-5,0%). La croissance des exportations a été portée par celle des équipements électriques et électroniques (3,1 Mds USD, +56,6%), celle du riz, des fruits et des légumes (3 Mds USD, +39,6%), de caoutchouc (919 Mds USD, +69,6%), et des pelleteries et fourrures

(355 M USD, +118,6%). Cependant, le secteur textile au sens large – premier poste d’exportation du pays – a enregistré un déclin de 13,4% à 10,9 Mds USD. La baisse de ces exportations s’est traduite par une réduction correspondante des importations des intrants textiles, mais aussi de biens de consommation. Le déficit commercial s’est donc réduit à 1,5 Md USD en 2023, contre 3,2 Mds USD en 2022. La concentration géographique fragilise en partie la croissance économique du pays, d’autant plus que les importations ont été affectées par la hausse des prix. La diversification industrielle et la conclusion d’accords commerciaux commence à avoir des effets visibles sur les exportations.

Exportation de riz en hausse de 13% en valeur

Le Cambodge a exporté 656 323 t de riz usiné en 2023 (+3%) pour un montant de 466 M USD (+13%), selon la Fédération du riz du Cambodge. L’UE est le premier acheteur du riz cambodgien, en absorbant 264 683 t (+19,5%), soit 40% des exportations cambodgiennes de riz décortiqué. Les exportations vers la Chine ont baissé de 26% pour atteindre 212 756 t (32% du total). L’achat par sept pays de l’ASEAN a augmenté de 44% à 93 376 t (14% du total) et les autres destinations 85 508 t (13% du total). Le Cambodge a également exporté 4,38 Mt de riz non décortiqué en 2023 (+26,5%), pour une valeur de 1,32 Md USD (+56,7%). La fédération a fixé un objectif d’exportation de riz usiné pour le Cambodge à 1 Mt d’ici 2025. Ainsi, le Cambodge cherche activement à renforcer les marchés existants et diversifier ses marchés d’exportation. Une nouvelle stratégie pour l’exportation de riz usiné est en cours d’élaboration par les ministères de l’Agriculture et du Commerce.

Incitation pour les exportations du caoutchouc

Le gouvernement a accordé une incitation pendant deux années supplémentaires en faveur des exportations de caoutchouc, à compter du 1er janvier 2024. Cette mesure vise à soutenir les producteurs et les exportateurs face à la baisse des prix due à une baisse de la demande internationale. Par conséquent, les exportations de caoutchouc ne seront pas soumises à la taxe à l’exportation, si le prix du caoutchouc naturel tombe en dessous de 1 600 USD/t. En fonction du prix et de la valeur des exportations, la taxe d’exportation est ensuite calculée de manière graduelle, entre 25 USD/t et 200 USD/t (lorsque les cours atteignent 3 700 USD/t). En novembre, le prix du caoutchouc était de 1 333 USD/t, soit une baisse de 7,7% par rapport à la même période en 2022. Il est à noter que le Vice-premier ministre et premier vice-président du Conseil pour le développement du Cambodge (CDC), Sun Chanthol a signé un protocole d’accord avec un centre de recherche chinois pour renforcer l’industrie du caoutchouc au Cambodge durant sa visite en Chine du 5 au 8 janvier. Le Centre national de recherche en ingénierie pour le caoutchouc et les pneus (NERCRAT) envisage ainsi d’investir 1 Md USD dans ce secteur.

Laos

Déploiement de la 5G à Vientiane

L’entreprise publique Lao Telecom a officiellement lancé le 10 janvier son service 5G au Laos. Elle est le premier exploitant du pays à proposer un service complet de la cinquième génération de téléphonie mobile. Le 5G est actuellement disponible à Vientiane. Il est prévu de l’étendre au reste du pays, à une date non précisée. Pour

mémoire, Lao Telecom a commencé à lancer dès 2019 le système 5G à Vientiane, la capitale laotienne, sur 28 sites, couvrant des zones urbaines, des lieux importants et diverses attractions touristiques. Le déploiement de la 5G est considéré comme favorable au développement de l'économie numérique dans le pays et au renforcement de l'intégration régionale et internationale. Selon un rapport sur l'état du numérique au Laos publié en février 2023 sur le site Datareportal, le Laos comptait 6,45 M de connexions mobiles en janvier 2023 (+7,8%), soit 85% de la population totale du pays. Le nombre d'utilisateurs d'internet s'élevait à 4,7 M, avec un taux de pénétration de 62% de la population.

Inflation, toujours élevée

Malgré les efforts du gouvernement, l'inflation du Laos a enregistré une moyenne de 31,2% en 2023 selon un rapport du Bureau des statistiques du Laos. Les causes principales sont la faiblesse du kip, la faible capacité de production nationale, ainsi que la valeur élevée des importations qui ont accru la pression sur le taux de change. La première cause de cette pression sur le change est l'endettement considérable du Laos (> 120% du PIB), auquel aucune réponse durable n'est apportée. Bien qu'elle soit en légère baisse par rapport aux 25,2% de novembre, l'inflation est toujours à 24,4% en décembre en glissement annuel. La banque centrale continue de resserrer la politique monétaire et de se concentrer sur la stabilisation de la valeur du kip. De son côté, le gouvernement laotien a signé une ordonnance augmentant les droits d'accises sur 18 produits de luxe et articles non essentiels (véhicules thermiques, boissons alcoolisées, tabac, machines de jeu...), afin d'accroître les réserves en devises étrangères (tout en pesant sur les dépenses). De plus, la banque centrale demande désormais aux investisseurs étrangers d'ouvrir des comptes bancaires spécifiques au Laos pour procéder à toute transaction financière.

Birmanie

Déficit commercial sur les 9 premiers mois de l'année budgétaire

Selon les statistiques du ministère du Commerce, le volume des échanges commerciaux au cours des 9 premiers mois de l'année fiscale 2023-24 (avril-décembre) a diminué à 22,7 Mds USD (-11%) par rapport à la même période de l'année précédente. La balance commerciale est déficitaire de 2,7 Mds USD, conséquence de la forte diminution des exportations qui se sont élevées à 10,7 Mds USD (-15%), notamment de biens manufacturés (-20%) et de produits agricoles (-14%). A noter que les flux des exportations par les deux voies de commerce extérieur chutent : -18% pour le commerce maritime et -9% pour le commerce frontalier. Les importations, qui atteignent 12 Mds USD, sont également en baisse tous secteurs confondus (-7%).

Aide socio-économique de l'Inde

Deux protocoles d'entente (MoU) ont été signés le 9 janvier entre le Myanmar et l'Inde portant sur les projets à impact rapide (QIP). Le gouvernement indien mobilisera 50 000 USD sur chaque projet identifié : constructions dans la zone auto-administrée de Naga, région de Sagaing au nord-ouest du pays (i) d'une salle polyvalente dans le village de Taikyan (ii) d'un pont Bailey entre les villes de Lahe et Nahnyun et (iii) d'une route reliant Laung Kyan Naut Kone, Taikyan et Lanhtein. Pour rappel, le premier MoU a été signé le 6 novembre dernier pour un montant de 150 000 USD couvrant 3 projets.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Phnom Penh et des Antennes à Vientiane et Rangoun

Rédaction : SER de Singapour (Esma LAOUADI, Olivia PEZARD, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : esma.laouadi@dgtresor.gouv.fr ; olivia.pezard@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr